



# Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
20 juillet 2022  
Français  
Original : anglais

## Conseil du commerce et du développement

### Commission du commerce et du développement

#### Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement

Treizième session

Genève, 10-12 octobre 2022

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

## Faits nouveaux, difficultés et perspectives sur les marchés de produits de base

### Note du secrétariat de la CNUCED

#### *Résumé*

Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED rend compte de l'évolution récente des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs qui ont contribué à déterminer les tendances des prix en 2021. Entre janvier et décembre 2021, les prix de la plupart des produits de base examinés dans la présente note (denrées alimentaires et produits de base agricoles, minéraux, minerais et métaux, et sources d'énergie) ont été orientés à la hausse, en raison d'une reprise de la demande après le ralentissement de l'activité économique pendant la pandémie et d'une désorganisation de l'offre. Des conditions météorologiques défavorables, des problèmes logistiques ainsi que la hausse des prix de l'énergie et sa répercussion sur les coûts des intrants ont également contribué à des augmentations sensibles des prix des produits agricoles et de la plupart des minéraux, minerais et métaux non précieux. Contrairement aux prix des autres groupes de produits de base, le prix des métaux précieux a été orienté à la baisse en raison d'un effondrement de la demande, celle-ci n'étant plus stimulée par les risques liés à la pandémie, et d'une augmentation de l'offre, en raison d'un rebond de la production minière. Dans le même temps, les prix de l'énergie ont progressé sensiblement, du fait de la hausse des prix du gaz naturel due à la conjonction d'une offre limitée et d'une reprise de la demande après les premières vagues de la pandémie. Les tensions géopolitiques et certains événements ayant conduit à la suspension de la certification du gazoduc Nord Stream 2 ont aussi contribué à la hausse des prix de l'énergie, qui devrait se poursuivre pendant l'année 2022 en raison de la guerre en Ukraine. Plusieurs questions concernant les politiques à mener au vu de l'évolution récente des marchés mondiaux de produits de base sont examinées et des recommandations propres à aider les pays en développement tributaires de ces produits à parvenir à un développement durable et à une croissance inclusive sont proposées.



## Introduction

1. En vertu du paragraphe 208 de l'Accord d'Accra, le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a été chargé d'instituer une réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base. Le mandat a été réaffirmé au paragraphe 17 du Mandat de Doha, qui l'a prolongé jusqu'en 2016, et au paragraphe 100 s) du Maafikiano de Nairobi, qui l'a prolongé jusqu'en 2020. Le mandat a encore été prolongé conformément aux paragraphes 123 et 127 l) du Pacte de Bridgetown.

2. Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED analyse l'évolution des marchés de produits de base en 2021, en mettant l'accent sur les fluctuations des prix et leurs causes. Il appelle aussi l'attention sur certaines questions concernant les politiques à mener au vu de l'évolution récente des marchés de produits de base, dont il tire des enseignements pour formuler des recommandations visant à aider les pays en développement tributaires des produits de base à parvenir à un développement durable et à une croissance inclusive. Les produits de base sont classés en trois catégories : denrées alimentaires et produits de base agricoles (denrées alimentaires, graines oléagineuses et huiles végétales, produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, et matières premières d'origine agricole) ; minéraux, minerais et métaux ; sources d'énergie (pétrole brut, charbon, gaz naturel et énergies renouvelables).

## I. Évolution récente des marchés de produits de base

### A. Vue d'ensemble

3. L'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED<sup>1</sup>, tous groupes de produits confondus, a augmenté de 52,2 points (+43 %) de janvier à décembre 2021, et atteint 172,9 points en moyenne fin 2021. Cette progression s'expliquait par la reprise économique qui avait suivi les premières vagues de la pandémie. Au cours de cette période, les coûts énergétiques ont grimpé en flèche, et les prix du gaz naturel et du charbon ont augmenté plus rapidement que ceux du pétrole brut. Il en est résulté un rebond important, de 52,2 points, alors qu'une baisse nette de 1,7 point avait été enregistrée l'année précédente (fig. 1).

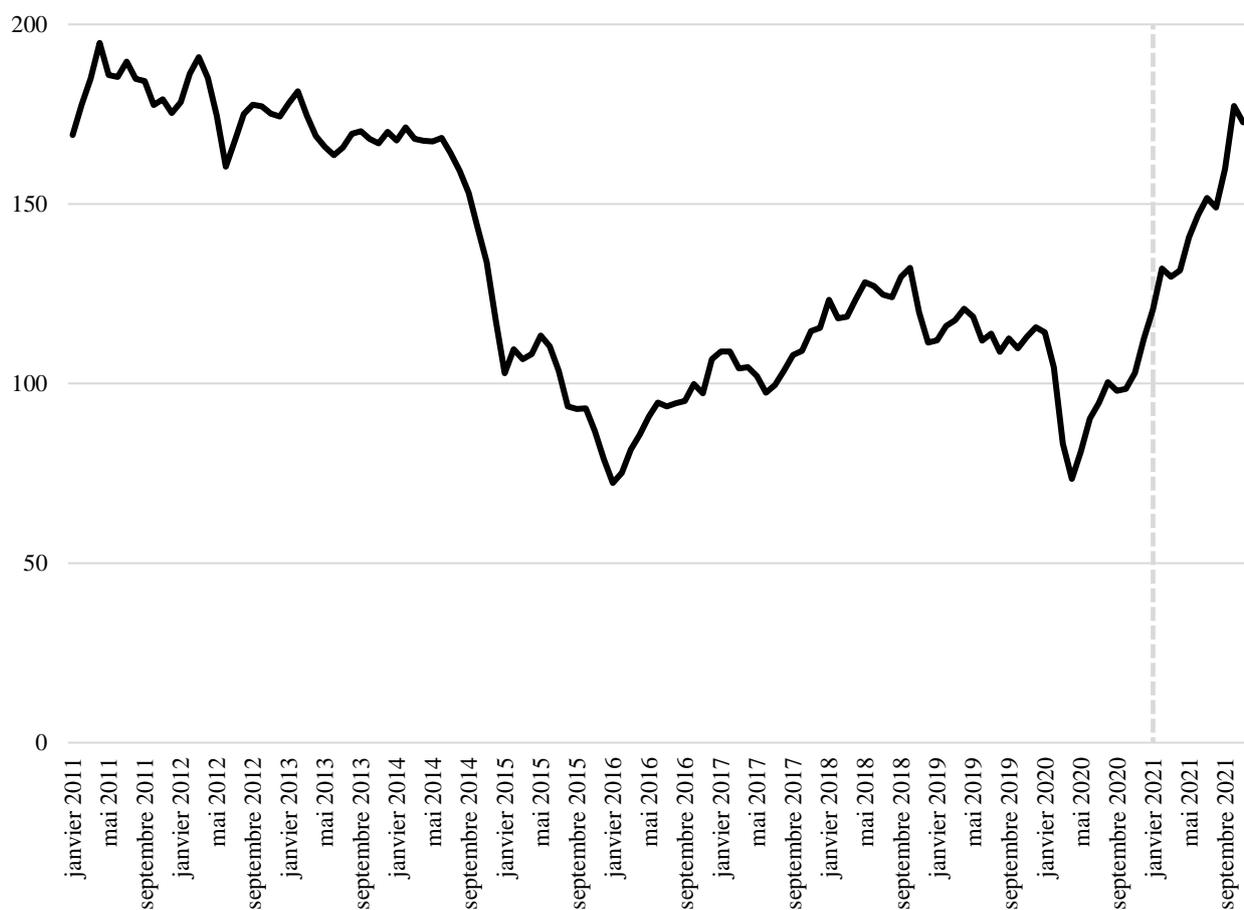
---

<sup>1</sup> Cet indice a été recalculé de sorte que l'année 2015 corresponde à 100 points, de nouveaux produits de base ont été ajoutés, de nouvelles pondérations ont été définies et des indices distincts ont été utilisés pour le groupe des combustibles et le sous-groupe des métaux précieux.

*Note* : Tous les sites Web mentionnés dans la présente note ont été consultés en juin 2022. Tous les prix sont exprimés en dollars des États-Unis. Le terme « tonne » renvoie à la tonne métrique.

Figure 1

**Indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED (tous groupes de produits confondus)**  
(2015 = 100)

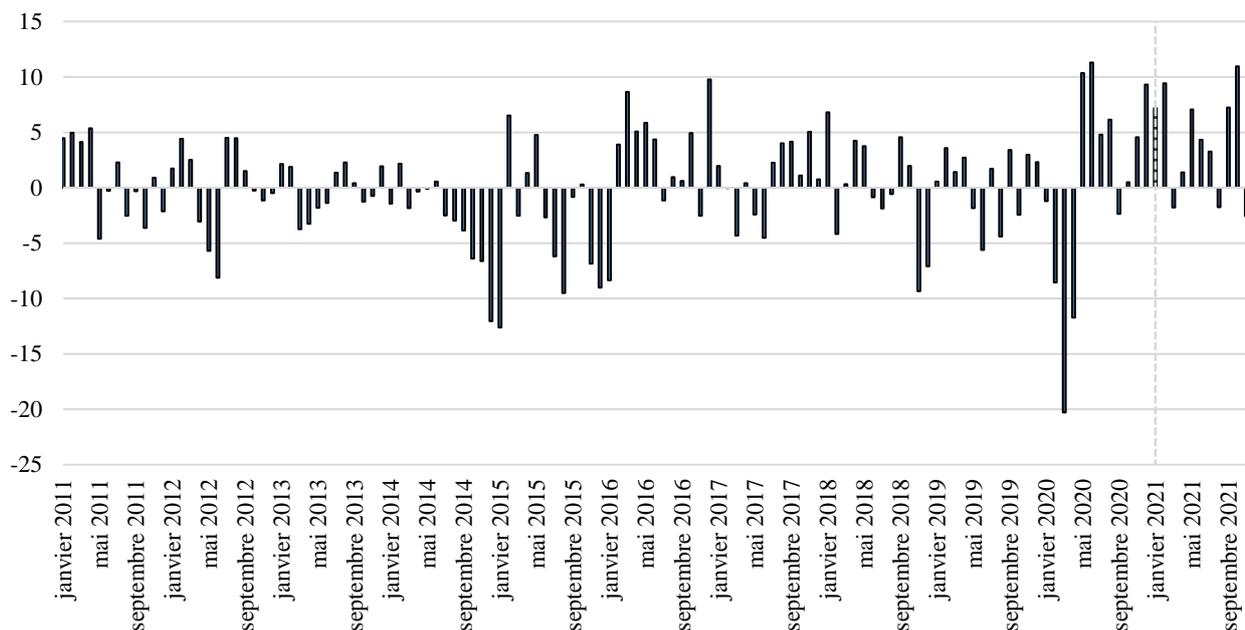


Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

4. Les fluctuations mensuelles de l'indice des prix des produits de base montrent l'amplitude des variations des prix de ces produits (fig. 2). À quelques exceptions près, en 2021, les hausses ont été sensibles et les variations globalement importantes d'un mois sur l'autre, sous l'effet de nombreux facteurs (voir chap. II). La hausse la plus importante a été enregistrée en octobre (+10,9 %) et la baisse la plus marquée, en novembre (-2,6 %). Le chapitre qui suit est consacré à l'évolution des marchés des principaux groupes de produits de base.

Figure 2

**Variations mensuelles de l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED  
(tous groupes de produits confondus)**



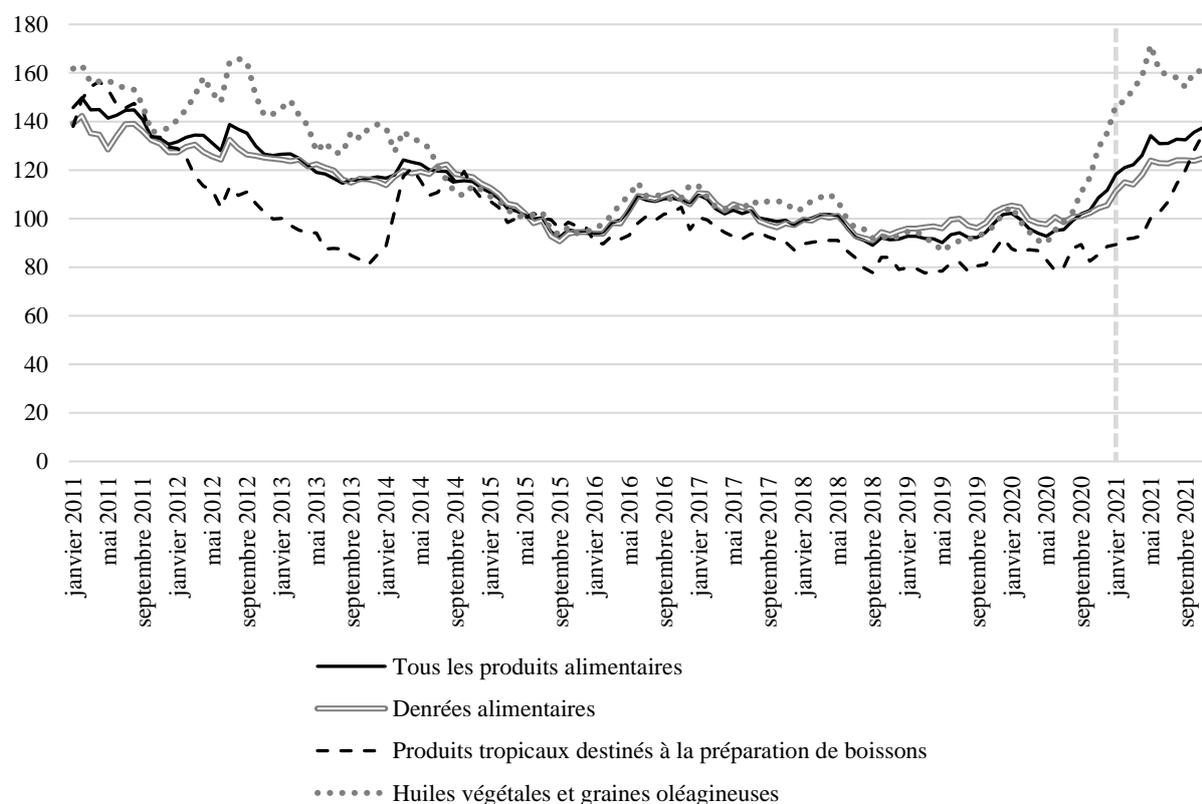
Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

## B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

### 1. Denrées alimentaires et produits agricoles

5. L'indice des prix mensuels des produits alimentaires de la CNUCED s'est établi en moyenne à 118,3 points en janvier 2021, poursuivant sa hausse pour le huitième mois consécutif et augmentant de 6 % par rapport à sa valeur en décembre 2020 (fig. 3). Il a continué de progresser régulièrement jusqu'en mai 2021, puis a reculé de 3 points avant de repartir à la hausse. Cette trajectoire suit de près les variations des indices des prix des denrées alimentaires et des huiles végétales et graines oléagineuses, qui sont les groupes d'aliments dont les prix ont le plus augmenté. Globalement, de janvier à décembre 2021, l'indice a augmenté de 16 %, contre 9 % de janvier à décembre 2020.

Figure 3  
**Indices des prix de certains groupes de produits de base**  
 (2015 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

6. Le prix du maïs a augmenté, passant d'une moyenne de 243 dollars la tonne en janvier 2021 à 308 dollars la tonne en mai 2021, son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre 2013 (fig. 4). Malgré des baisses par la suite, il est resté élevé à la fin 2021 et s'est établi à 273 dollars en décembre (+12 % par rapport à janvier). Cette hausse s'expliquait par une augmentation de la demande d'aliments pour animaux, les achats par la Chine ayant atteint des niveaux sans précédent, et par un rebond de la fabrication d'éthanol à base de maïs suite à l'assouplissement des restrictions imposées en temps de pandémie. Elle s'expliquait aussi, du côté de l'offre, par les conditions météorologiques défavorables dans les zones de culture au Brésil et par les stocks limités aux États-Unis d'Amérique<sup>2</sup>. Selon les prévisions, en 2022, les stocks mondiaux de maïs vont encore se resserrer et la consommation sera légèrement supérieure à la production. La tendance haussière des prix devrait être renforcée par la flambée des coûts des engrais, les conditions météorologiques défavorables en Amérique du Sud et la guerre en Ukraine, important pays exportateur de maïs<sup>3</sup>.

7. Le prix du blé des États-Unis qui sert de référence internationale a augmenté de 31 %, passant d'une moyenne de 288 dollars la tonne en janvier 2021 à 378 dollars la tonne en décembre 2021 (fig. 4). Cette augmentation s'expliquait par une demande forte et une offre

<sup>2</sup> Voir Reuters, 2021, « Wheat and corn up over 20 per cent in 2021, soybeans edge to third year of gain », 31 décembre, disponible à l'adresse <https://www.reuters.com/markets/commodities/soybeans-eye-3rd-year-gains-corn-wheat-up-over-20-2021-12-31/> ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2021a, *Global Maize Market*, disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb5400en/cb5400en.pdf>.

<sup>3</sup> Voir Bloomberg, 2022, « Corn nears record high, wheat surges on crop supply concerns », 18 avril, disponible à l'adresse <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-04-18/corn-hits-8-a-bushel-for-first-time-since-2012-on-supply-woes>.

plus restreinte, notamment pour le blé de qualité supérieure<sup>4</sup>. Elle s'expliquait aussi par des inquiétudes quant à la qualité des récoltes et la baisse de la production au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'en Europe, en raison de conditions météorologiques défavorables<sup>5</sup>. Selon les prévisions, en 2022, la production de blé restera limitée, car la baisse des exportations de la Fédération de Russie et de l'Ukraine aggravera les conditions d'approvisionnement, déjà difficiles<sup>6</sup>. Les incertitudes quant à la capacité des autres grands pays exportateurs de combler l'écart, les interdictions d'exporter appliquées par certains de ces pays, les pénuries d'engrais causées par la flambée des prix de l'énergie et les conditions météorologiques défavorables risquent aussi d'orienter les prix à la hausse<sup>7</sup>.

8. Le prix de référence du riz thaïlandais a reculé de 27 %, passant d'une moyenne de 545 dollars la tonne en janvier 2021 à 400 dollars la tonne en septembre 2021, puis est resté stable jusqu'à la fin 2021 (fig. 4). Ce recul s'expliquait par la faiblesse de la demande, compte tenu des coûts de transport élevés et des problèmes logistiques posés par la pandémie, et en dépit des mesures prises en vue de stimuler les ventes<sup>8</sup>. Dans le même temps, la situation s'est améliorée du côté de l'offre, grâce à des conditions favorables aux cultures en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui, ensemble, ont permis à la production mondiale de riz d'augmenter d'environ 0,9 % par rapport au niveau record de 2020<sup>9</sup>. Malgré l'augmentation de la production, il est prévu qu'en 2022, la consommation de riz soit légèrement supérieure à la production, car la demande africaine continue de croître<sup>10</sup>. En outre, les préoccupations quant à l'approvisionnement en blé que soulève la guerre en Ukraine pourraient faire croître la demande d'aliments pour animaux, et les prix du riz pourraient augmenter à mesure que celui-ci sera considéré par les négociants comme un aliment de base substitutif au blé<sup>11</sup>. Ces facteurs devraient orienter les prix à la hausse.

9. La moyenne mensuelle des prix journaliers calculés conformément à l'Accord international sur le sucre est passée de 15,2 cents la livre en janvier 2021 à 19,6 cents la livre en septembre 2021 (fig. 4). Cette hausse des prix s'expliquait en partie par la forte demande d'importations, notamment de la Chine et de l'Inde, et par l'augmentation de la demande d'éthanol à base de canne à sucre au Brésil et en Inde<sup>12</sup>. Elle s'expliquait aussi par des conditions météorologiques défavorables et des récoltes tardives au Brésil, premier exportateur mondial de sucre<sup>13</sup>. Après avoir atteint un pic en septembre 2021, les prix n'ont cessé de baisser et ont finalement été ramenés à 18,8 cents la livre à la fin 2021, en raison de perspectives de production plus encourageantes. Selon les prévisions, en 2022, les prix augmenteront en raison de la vigueur de la demande et de la baisse des exportations en provenance du Brésil et de l'Inde<sup>14</sup>.

<sup>4</sup> FAO, 2021b, Suivi et d'analyse des prix alimentaires, bulletin n° 10, disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb8142fr/cb8142fr.pdf>.

<sup>5</sup> FAO, 2021c, Suivi et d'analyse des prix alimentaires, bulletin n° 7, disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb6943fr/cb6943fr.pdf>.

<sup>6</sup> Voir Reuters, 2021.

<sup>7</sup> Voir Bloomberg, 2022.

<sup>8</sup> FAO, 2021c.

<sup>9</sup> FAO, 2021d, *Food Outlook: Biannual Report on Global Food Markets* (Rome).

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Voir <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-03-03/rice-soars-as-ukraine-war-starts-scramble-for-any-and-all-grains>.

<sup>12</sup> FAO, 2021d ; voir <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-11-09/sugar-prices-to-stay-high-for-a-while-says-ceo-of-u-k-producer>.

<sup>13</sup> Voir <http://www.eiu.com/industry/commodities/article/421231425/sugar/2021-08-01>.

<sup>14</sup> Ibid. et FAO, 2021d.

10. Le prix du soja est passé d'une moyenne de 562 dollars la tonne en janvier 2021 à 462 dollars la tonne en décembre 2021, avec des fluctuations à court terme dans l'intervalle (fig. 4). En janvier 2021, après avoir atteint son niveau le plus élevé depuis 2014, sous l'effet de la forte demande de biocombustibles, le prix du soja a baissé de 17 % et été ramené à 464 dollars la tonne en avril 2021. Cette baisse s'expliquait par l'accroissement des surfaces cultivées et l'augmentation de la production au Brésil<sup>15</sup>. Par la suite, le prix a fluctué légèrement, principalement en raison des variations des précipitations dans les principales régions de culture, jusqu'à ce que les conditions sèches et arides en Argentine et au Brésil les fassent grimper jusqu'à 462 dollars la tonne à la fin 2021<sup>16</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix du soja continuera d'augmenter si les conditions météorologiques restent défavorables en Amérique du Sud<sup>17</sup>. Cependant, l'on prévoit également une baisse de la demande de soja en Chine, du fait de moindres besoins en aliments pour animaux, ce qui devrait atténuer la hausse des prix<sup>18</sup>.

11. Le prix du bœuf d'Australie et de Nouvelle-Zélande a été orienté à la hausse, passant d'une moyenne de 4,45 dollars le kilogramme en janvier 2021 à 5,95 dollars le kilogramme en décembre 2021 (+34 %) (fig. 4). Cette hausse s'expliquait par l'augmentation des prix des aliments pour animaux, elle-même due aux niveaux élevés des coûts de transport et des prix des engrais et des produits de base agricoles<sup>19</sup>. Elle s'expliquait aussi par les problèmes logistiques et les pénuries de main-d'œuvre causées par la pandémie en Australie et aux États-Unis<sup>20</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix du bœuf continuera d'être orienté à la hausse en raison de l'augmentation du coût des aliments pour animaux, favorisée par la guerre en Ukraine<sup>21</sup>.

<sup>15</sup> Voir <https://www.ers.usda.gov/webdocs/outlooks/101171/ocs-21e.pdf?v=5858.5>.

<sup>16</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/europe/us-wheat-slips-after-earlier-rebound-corn-slightly-down-2021-12-13/> et <https://www.reuters.com/markets/commodities/soy-hits-highest-price-since-august-south-america-crop-worries-2021-12-21/>.

<sup>17</sup> Voir <https://www.globaltrademag.com/lower-supply-in-south-america-to-raise-soybean-price-forecast-in-2022>.

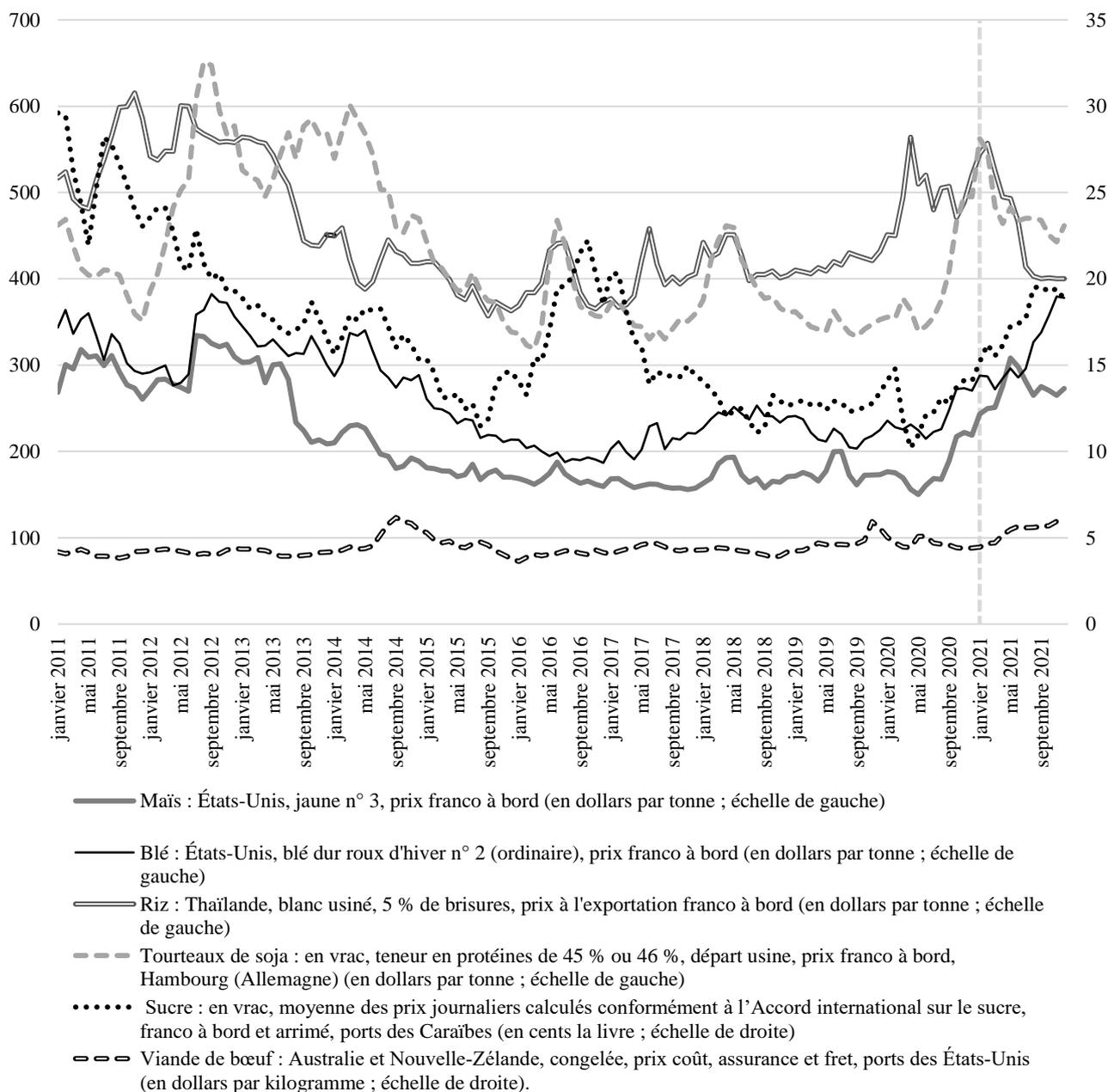
<sup>18</sup> Voir <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/agriculture/042122-market-forecasts-chinas-2022-soybean-demand-falling-up-to-6-as-feed-requirements-dip>.

<sup>19</sup> Economist Intelligence Unit, 2022, «Data focus : Ukraine war will push up dairy and meat prices », 5 avril, disponible à l'adresse <http://www.eiu.com/industry/article/1502010333/data-focus-ukraine-war-will-push-up-dairy-and-meat-prices/2022-04-05>.

<sup>20</sup> Voir <https://www.farmweekly.com.au/story/7533754/labour-shortage-to-squeeze-processors/> et <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-11-04/meat-prices-higher-in-u-s-as-3-000-bonuses-fail-to-end-worker-shortage>.

<sup>21</sup> Economist Intelligence Unit, 2022.

Figure 4  
Évolution du prix de certaines denrées alimentaires et de certains produits de base agricoles



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

12. L'indice des prix des graines oléagineuses de la CNUCED est passé de 147 points en janvier 2021 à 171 points en mai 2021, sous l'effet de la hausse sensible des prix de l'huile de soja due à une offre limitée et à une forte demande d'importations (fig. 5). Par la suite, l'indice est tombé à 158 points en décembre 2021, en raison d'une baisse des prix de l'huile de tournesol et du soja. De janvier à septembre 2021, l'indice a progressé de 8 %, contre 29 % sur la même période en 2020.

13. Le prix de l'huile de palme a augmenté de 28 % en 2021, passant d'une moyenne de 990 dollars la tonne en janvier à 1 270 dollars la tonne en décembre, après une brève baisse en juin (fig. 5). Cette augmentation était le résultat de nombreux facteurs, notamment des taxes élevées à l'exportation appliquées en Indonésie et de la production limitée en Malaisie,

ainsi que de la reprise de la demande en Inde et dans le secteur mondial des biocombustibles<sup>22</sup>. Selon les prévisions, en 2022, les prix continueront d'augmenter, en raison des problèmes d'approvisionnement et des prix élevés des engrais, ainsi que de l'augmentation de la demande, tirée par la nécessité de trouver un substitut à l'huile de tournesol<sup>23</sup>.

14. Le prix de l'huile de soja a augmenté de 43 %, passant d'une moyenne de 1 099 dollars la tonne en janvier 2021 au niveau record de 1 575 dollars la tonne en mai 2021 (fig. 5). Cette augmentation s'expliquait par la vigueur de la demande mondiale, notamment dans le secteur du biogazole, alors que l'offre était limitée<sup>24</sup>. Par la suite, le prix a chuté de 10 %, à 1 411 dollars la tonne en décembre 2021, en raison du recul de la demande d'importations et de la révision à la baisse des prévisions d'utilisation par les producteurs de biogazole aux États-Unis<sup>25</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix de l'huile de soja augmentera, du fait du regain d'intérêt pour les biocombustibles et de la limitation des exportations latino-américaines, aggravée par l'augmentation des taxes à l'exportation appliquées en Argentine<sup>26</sup>. Cette orientation des prix à la hausse devrait aussi être favorisée par les problèmes d'approvisionnement en huile de tournesol en provenance de l'Ukraine.

15. Le prix de l'huile de tournesol est passé d'une moyenne de 1 276 dollars la tonne en janvier 2021 à 1 585 dollars la tonne en mai 2021, maintenant une trajectoire ascendante depuis mai 2020, en raison d'une offre limitée<sup>27</sup>. Après une chute en juillet 2021 du fait de l'amélioration de la production dans la Fédération de Russie et en Ukraine, le prix a fluctué au cours du second semestre 2021 et s'est établi à 1 362 dollars la tonne en décembre. Selon les prévisions, en 2022, en raison de la guerre en Ukraine, le prix augmentera sensiblement sous l'effet des problèmes d'approvisionnement en huile de tournesol en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, pays qui représentent plus de 75 % des exportations mondiales<sup>28</sup>.

<sup>22</sup> Standard and Poor's, 2021a, « Commodities 2022 : Palm oil prices could retreat by H2 [second half of year] as low demand, higher production play on markets », 31 décembre, disponible à l'adresse <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/agriculture/123121-commodities-2022-palm-oil-prices-could-retreat-by-h2-as-low-demand-higher-production-play-on-markets>.

<sup>23</sup> Ibid. ; voir <https://www.reuters.com/business/energy/palm-oil-becomes-costliest-vegoil-ukraine-war-halts-sunoil-supply-2022-03-01/>.

<sup>24</sup> FAO, 2021e, Oilseeds, oils and meals : Monthly price and policy update, mai, disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb4717en/cb4717en.pdf>.

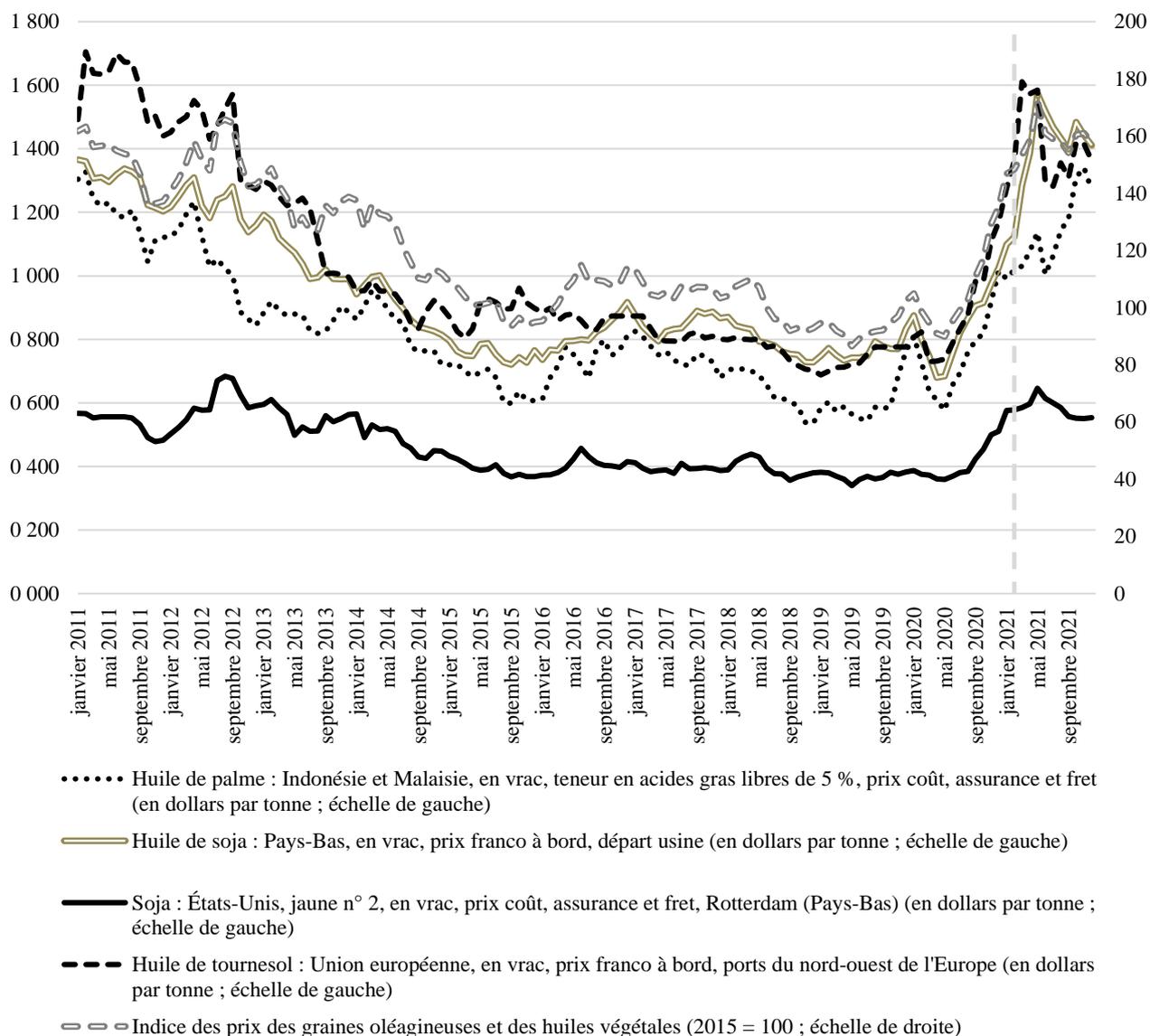
<sup>25</sup> FAO, 2021f, Oilseeds, oils and meals : Monthly price and policy update, juillet, disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb5818en/cb5818en.pdf>.

<sup>26</sup> Standard and Poor's, 2021a ; voir <https://www.fao.org/markets-and-trade/commodities/oilcrops/fao-price-indices-for-oilseeds-vegetable-oils-and-oilmeals/en/>.

<sup>27</sup> Voir <https://www.refinitiv.com/perspectives/future-of-investing-trading/whats-ahead-for-black-sea-sunflower-oil-prices/>.

<sup>28</sup> Voir <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-03-04/record-cooking-oils-are-latest-threat-to-surging-food-inflation>.

Figure 5  
Évolution du prix de certaines graines oléagineuses et huiles végétales



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

16. L'indice des prix des produits tropicaux destinés à la préparation de boissons de la CNUCED a augmenté de 56 %, passant d'une moyenne de 89 points en janvier 2021 à 139 points en décembre 2021, alors que l'augmentation avait été de 1 % pour la période correspondante en 2020 (fig. 6). Cette progression régulière s'expliquait par la flambée des prix du café arabica (+109 %) et du café robusta (+64 %), sous l'effet de chocs de l'offre récurrents.

17. Le prix des fèves de cacao s'est établi en moyenne à 108 cents la livre en janvier 2021 et est resté au même niveau en décembre 2021, malgré des fluctuations à court terme dues aux variations des prévisions de production et à la crainte que de nouvelles vagues pandémiques ne limitent la demande (fig. 6)<sup>29</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix

<sup>29</sup> Voir <https://www.comunicaffe.com/cocoa-market-report-prospects-for-cocoa-production-during-the-2021-22-main-crop/>.

augmentera, car la consommation progressera plus rapidement que la production, plus faible que prévu au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Ghana<sup>30</sup>.

18. Le prix du thé a été orienté à la baisse, passant d'une moyenne de 2 dollars le kilogramme en janvier 2021 à 1,8 dollar le kilogramme en juillet 2021, en raison de la reprise des expéditions depuis Sri Lanka et de l'augmentation des exportations de la Chine et du Kenya (fig. 6)<sup>31</sup>. Par la suite, la tendance s'est inversée, le prix a augmenté de 18 % et atteint 2,6 dollars le kilogramme en décembre 2021. Cela s'expliquait par la progression de la consommation mondiale dans un contexte de pénurie dû aux mauvaises conditions météorologiques au Kenya, dont la production a chuté de 10 % en 2021 par rapport à 2020<sup>32</sup>. Selon les prévisions, la croissance de la consommation devrait être plus rapide que celle de la production, et le prix va donc augmenter<sup>33</sup>.

19. La moyenne mensuelle de l'indicateur composite des prix de l'Organisation internationale du café est passée de 115 cents la livre en janvier 2021 à 203 cents la livre en décembre 2021, et a atteint un niveau record en septembre 2021 (fig. 6)<sup>34</sup>. Cette orientation constante à la hausse s'expliquait par les conditions météorologiques défavorables dans les principales régions productrices. La flambée des prix de l'arabica était principalement due à la sécheresse, aux gelées et aux blocages de l'offre au Brésil<sup>35</sup>. Parallèlement, le temps sec et les restrictions appliquées à cause de la pandémie au Viet Nam, ainsi que l'augmentation des coûts du fret en Asie, ont pesé sur la production et causé des problèmes logistiques sur le marché du robusta<sup>36</sup>. L'orientation des prix à la hausse s'expliquait aussi par les coûts élevés des engrais. Selon les prévisions, en 2022, le prix du café continuera de suivre une trajectoire ascendante, car la consommation devrait dépasser la production<sup>37</sup>.

<sup>30</sup> Organisation internationale du cacao, 2021, *Cocoa Market Report*, décembre ; voir <https://www.reuters.com/article/cocoa-outlook-idUSL8N2UX8ZA>.

<sup>31</sup> FAO, Comité des produits, 2022, « Situation actuelle du marché mondial et questions nouvelles », CCP:TE22/CRS 1, Rome, 23 février, disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/ni282fr/ni282fr.pdf>.

<sup>32</sup> Banque mondiale, 2021a, *Commodity Markets Outlook : Urbanization and Commodity Demand* (Washington, D.C.).

<sup>33</sup> Voir <http://www.eiu.com/industry/commodities/article/421231425/sugar/2021-08-01>.

<sup>34</sup> Organisation internationale du café, 2021, *Le Rapport sur le marché du café*, décembre.

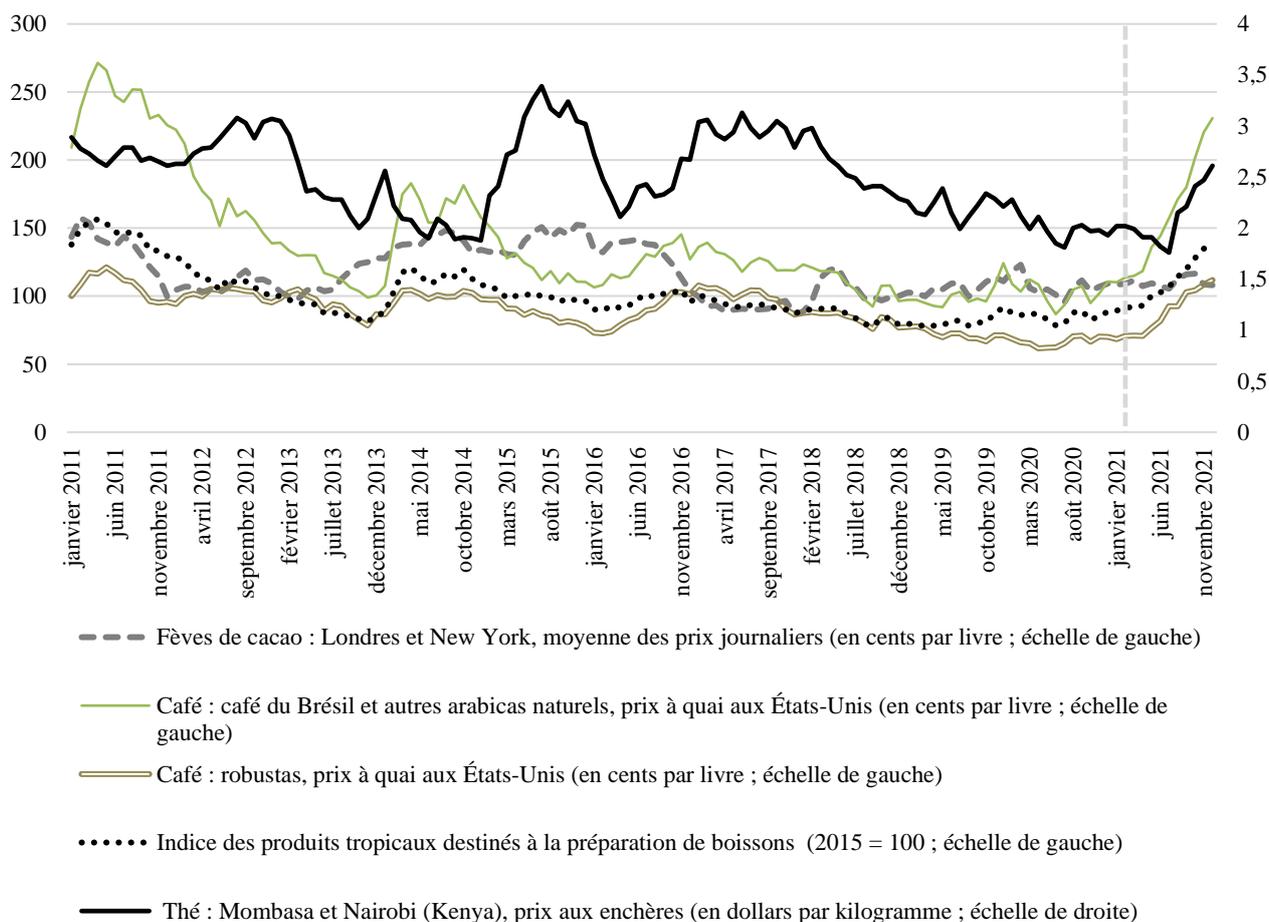
<sup>35</sup> Voir <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-11-17/coffee-jumps-to-highest-in-almost-a-decade-on-supply-worries>.

<sup>36</sup> Ibid. et Banque mondiale, 2021a.

<sup>37</sup> Voir <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-02-09/coffee-surges-to-10-year-high-with-supply-concerns-mounting>.

Figure 6

## Évolution du prix de certains produits tropicaux destinés à la préparation de boissons



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

20. L'indice des matières premières d'origine agricole de la CNUCED a augmenté de 4 %, passant d'une moyenne de 108 points en janvier 2021 à 112 points en décembre 2021 et oscillant autour de 110 % pendant la période considérée, alors qu'il avait progressé de 7 % en 2020 (fig. 7)<sup>38</sup>. Cette augmentation s'expliquait par la hausse des prix du coton, qui compensait la baisse des prix du caoutchouc.

21. L'indice A du prix du coton, qui sert de référence pour les prix mondiaux, s'est établi en moyenne à 1,92 dollar le kilogramme en janvier 2021 et a progressé tout au long de l'année 2021, culminant à 2,79 dollars le kilogramme en novembre avant d'être ramené à 2,65 dollars le kilogramme en décembre (fig. 7). La hausse de 38 % enregistrée entre janvier et décembre 2021 s'expliquait par la baisse de la production, en raison de conditions météorologiques défavorables en Inde et aux États-Unis et de semailles tardives au Brésil, dans un contexte de reprise de la demande après la pandémie<sup>39</sup>. Selon les prévisions, en 2022, malgré la croissance de la production, les prix augmenteront de 5 % en raison de la forte demande<sup>40</sup>.

22. Le prix du caoutchouc naturel, après avoir augmenté au début de 2021 et atteint 236 cents le kilogramme en mars, a reculé de 19 % et a été ramené à 192 cents le kilogramme en décembre (fig. 7). Cette baisse s'expliquait par la contraction de la demande causée par le ralentissement inattendu de la production de véhicules, à la suite d'une pénurie de

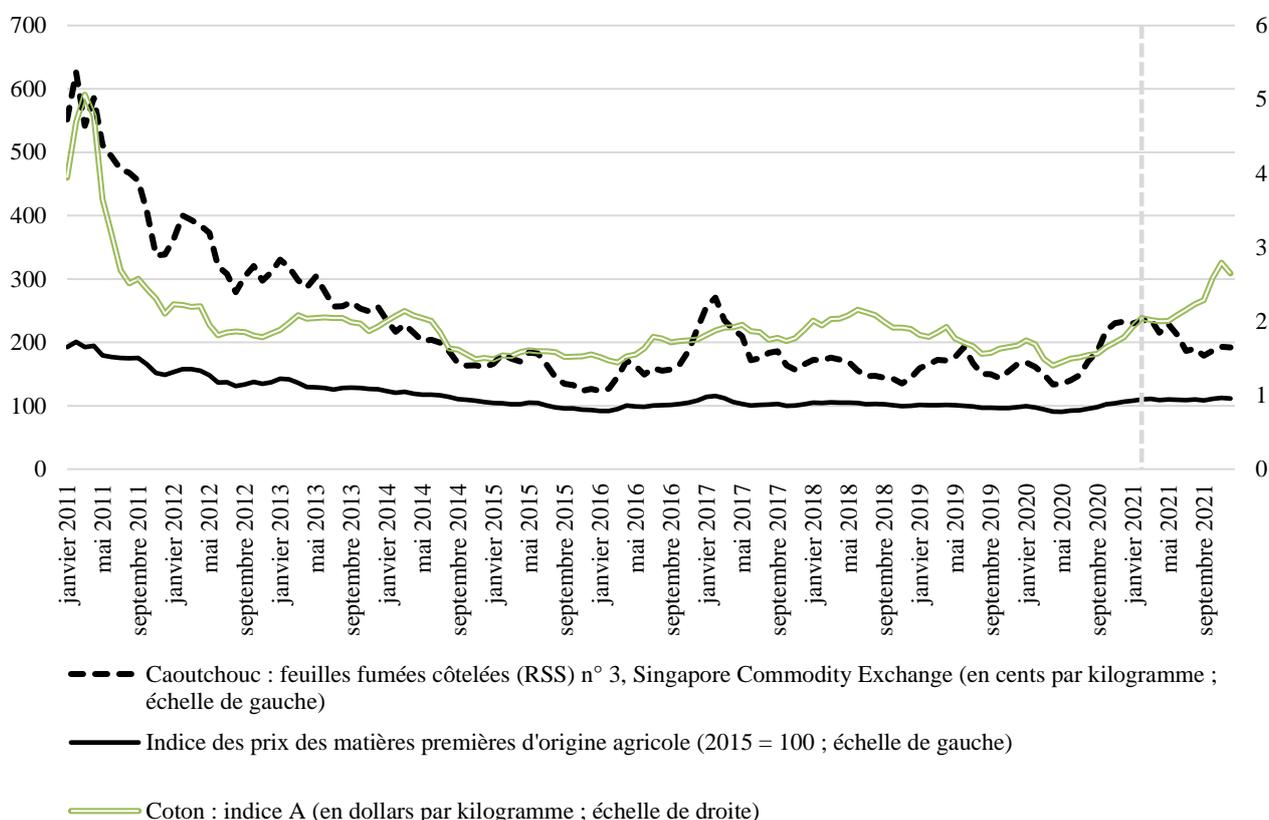
<sup>38</sup> Banque mondiale, 2022, Commodity markets, disponible à l'adresse <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>.

<sup>39</sup> Voir <https://www.cnn.com/2021/10/10/cotton-prices-hit-10-yr-high-what-it-means-for-retailers-and-shoppers.html> et <https://www.reuters.com/article/brazil-cotton-idUSKBN2KF2KU>.

<sup>40</sup> Banque mondiale, 2021a.

semi-conducteurs<sup>41</sup>. L'augmentation de la production, notamment en Indonésie et au Viet Nam, a également contribué à la baisse des prix. Selon les prévisions, en 2022, des conditions défavorables et des pénuries de main-d'œuvre dans certains pays producteurs, conjugués à une croissance de la demande tirée par les secteurs de l'automobile et des soins de santé, orienteront les prix à la hausse<sup>42</sup>.

Figure 7  
Évolution du prix de certaines matières premières d'origine agricole



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et la base de données de la Banque mondiale sur les produits de base.

## 2. Minéraux, minerais et métaux

23. L'indice des prix des minéraux, des minerais et des métaux non précieux de la CNUCED est passé d'une moyenne de 187 points en janvier 2021 à 227 points en juillet 2021, en raison de la hausse des prix de tous les produits de base du groupe, en particulier du minerai de fer, du cuivre et de l'aluminium (fig. 8)<sup>43</sup>. En août 2021, la tendance s'est inversée. L'indice a chuté de 6 % et a été ramené à 191 points en décembre 2021 en raison d'une baisse du prix du minerai de fer, en fonction duquel il est fortement pondéré. Malgré cette baisse, une augmentation nette de 2 % a été enregistrée entre janvier et décembre 2021, contre 35 % en 2020.

24. Le prix du minerai de fer a augmenté au cours du premier semestre 2021, passant d'une moyenne de 170 dollars la tonne sèche en janvier à 214 dollars la tonne sèche en juin, et a atteint un niveau record au cours de la période considérée (fig. 8). La hausse des prix s'expliquait par une baisse de la production d'acier en Chine, motivée par la réalisation des objectifs nationaux de décarbonisation. Les exportations de l'Australie et du Brésil, les deux plus grands producteurs, ont augmenté, mais des phénomènes météorologiques extrêmes et

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Voir <https://www.european-rubber-journal.com/article/2091134/anrpc-anticipates-positive-outlook-for-2022>.

<sup>43</sup> Banque mondiale, 2022.

des accidents miniers, ainsi que des besoins de maintenance inattendus sur un site d'extraction de minerai de fer et dans une usine d'enrichissement au Brésil, ont contrarié la production mondiale<sup>44</sup>. Le prix du minerai de fer a baissé de 45 % au second semestre 2021, passant de 214 dollars la tonne sèche en juin à 117 dollars la tonne sèche en décembre, en raison de la baisse de la demande de produits sidérurgiques et de matières premières en Chine, dans le secteur de la construction. La baisse nette globale a été de 31 % entre janvier et décembre 2021<sup>45</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix augmentera en raison des risques à la hausse à court terme, notamment des perturbations de l'approvisionnement en énergie, des mesures de confinement supplémentaires prises en réaction à la pandémie et des politiques environnementales<sup>46</sup>.

25. Le prix du cuivre a augmenté de 20 %, passant d'une moyenne de 7 972 dollars la tonne en janvier 2021 à 9 551 dollars la tonne en décembre 2021 (fig. 8). Cette augmentation s'expliquait par le faible niveau des stocks et la forte demande résultant des mesures de relance en Chine, de la reprise de l'activité économique mondiale et des incitations à la production et à la consommation d'énergies durables<sup>47</sup>. Elle s'expliquait aussi par la rupture de l'offre chez les principaux producteurs, à savoir le Chili et le Pérou<sup>48</sup>. Selon les prévisions, en 2022, malgré une augmentation anticipée de l'offre, principalement en provenance de la République démocratique du Congo, le prix restera orienté à la hausse, en raison de la transition vers l'énergie verte et d'une augmentation de la demande de véhicules électriques, de bornes de recharge, d'installations de production d'énergie renouvelable et de stockage en réseau<sup>49</sup>.

26. Le prix de l'aluminium est resté orienté à la hausse, passant d'une moyenne de 2 004 dollars la tonne en janvier 2021 à 2 696 dollars la tonne en décembre 2021 (fig. 8). Cette hausse s'expliquait en partie par la forte demande qui la reprise après la pandémie<sup>50</sup>. Du côté de l'offre, elle s'expliquait par la baisse de la production en Chine, les politiques visant à limiter la consommation d'énergie et l'intensité énergétique, la hausse des coûts des intrants et les pénuries d'approvisionnement en énergie<sup>51</sup>. La production d'aluminium est très consommatrice d'énergie. La hausse des prix de l'énergie a donc entraîné une augmentation des coûts de production et la fermeture de fonderies en Europe, ce qui a encore orienté les prix à la hausse<sup>52</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix augmentera en raison de la reprise de la croissance et de la hausse des prix de l'énergie, qui devrait être accentuée par la guerre en Ukraine. La baisse des exportations de la Fédération de Russie contribuera également à cette augmentation.

27. Le prix du zinc a augmenté de 32 %, passant d'une moyenne de 131 cents la livre en janvier 2021 à 172 cents la livre en décembre 2021, principalement en raison des réductions de l'offre pour des raisons énergétiques en Chine et en Europe (fig. 8). Comme pour l'aluminium, les pénuries d'énergie ont fait augmenter les coûts de production du zinc, ce qui a entraîné la mise à l'arrêt de fonderies ou la réduction de leur production<sup>53</sup>. Un rebond de la demande après l'assouplissement des restrictions imposées par la pandémie a également contribué à la hausse des prix. Selon les prévisions, en 2022, le prix augmentera, en raison de la hausse des prix de l'énergie dans un contexte de forte demande, notamment dans le

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/commodities/chinas-property-distress-sours-steel-sector-warning-sign-economy-2021-12-19/>.

<sup>46</sup> Banque mondiale, 2021a.

<sup>47</sup> Voir <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/metals/011821-copper-price-to-rise-in-2021-analysts>.

<sup>48</sup> Voir <https://www.mining.com/top-copper-stories-of-2021-and-what-to-expect-in-2022/>.

<sup>49</sup> Banque mondiale, 2021a ; Standard and Poor's, 2021b, « Energy transition to boost demand for copper, nickel over next decade », 7 octobre, disponible à l'adresse <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/energy-transition/100721-energy-transition-to-boost-demand-for-copper-nickel-over-next-decade-macquarie>.

<sup>50</sup> Voir <http://www.eiu.com/article/1631886346.html?pubtypeld=960000296>.

<sup>51</sup> Banque mondiale, 2021a.

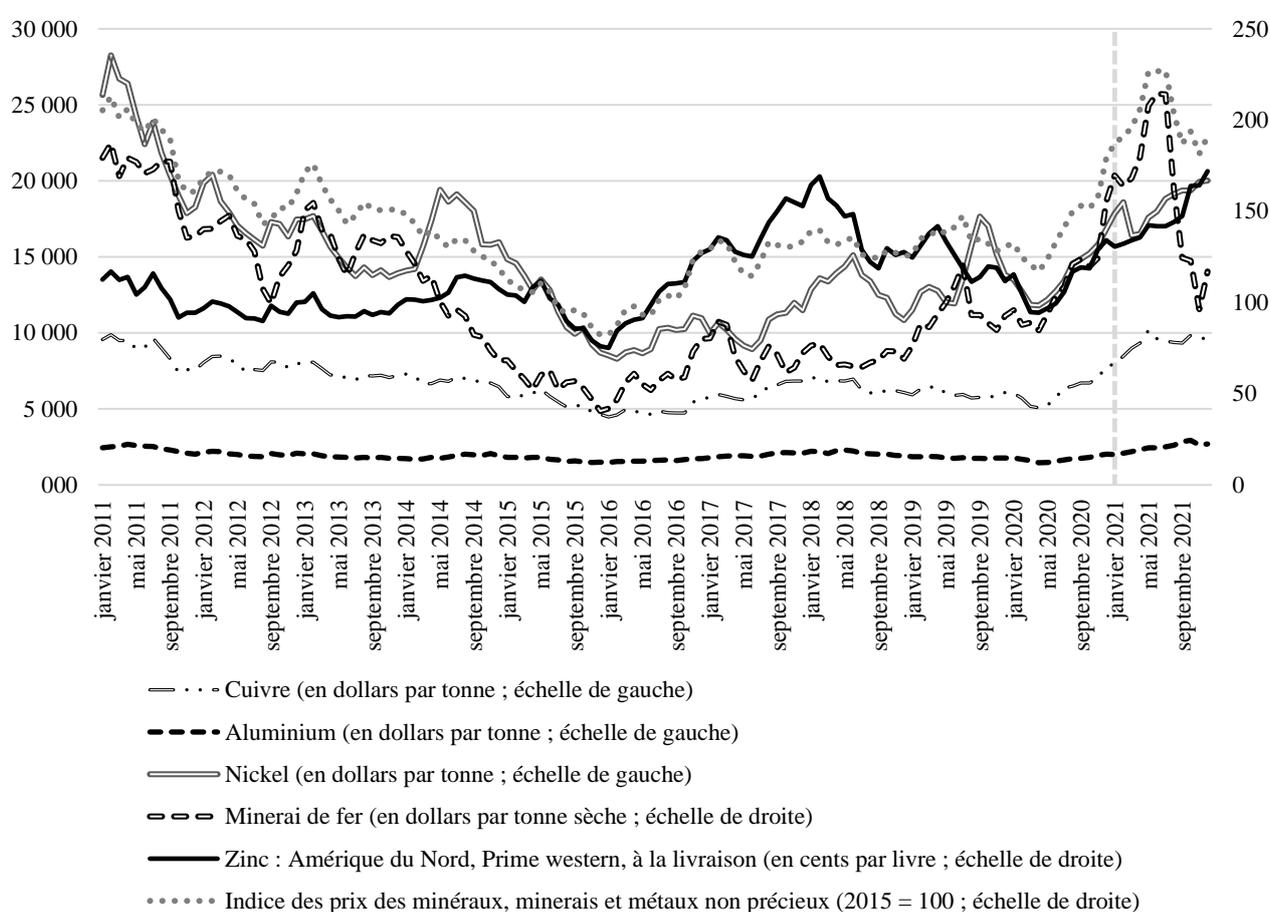
<sup>52</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/commodities/power-price-surge-keeps-aluminium-near-2-month-highs-2021-12-23/>.

<sup>53</sup> Voir <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-10-14/zinc-surges-to-highest-since-2007-as-energy-crisis-deepens>.

secteur industriel, le zinc étant utilisé pour galvaniser l'acier<sup>54</sup>. Malgré cette augmentation prévue, le ralentissement de l'activité du secteur immobilier chinois et le plafonnement de la production d'acier par les autorités chinoises pourraient faire reculer la demande de zinc et, partant, réduire le déficit de l'offre en 2022.

28. Le prix du nickel est passé de 17 863 dollars la tonne en janvier 2021 à 20 016 dollars la tonne en décembre 2021, malgré une baisse de courte durée en mars 2021 (fig. 8). Cette hausse s'expliquait par la demande des secteurs des batteries et de l'acier inoxydable<sup>55</sup>. Malgré la croissance de l'offre en Indonésie, les grèves au Canada, les inondations dans les mines de la Fédération de Russie et les restrictions imposées par la pandémie en Nouvelle-Calédonie ont réduit la production mondiale et tiré les prix vers le haut<sup>56</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix du nickel, comme le prix de la plupart des produits de base du groupe, continuera d'augmenter, en raison de la hausse des prix de l'énergie et de la réduction de l'offre<sup>57</sup>. La demande croissante de nickel dans les secteurs des véhicules électriques et de l'acier inoxydable devrait également orienter les prix à la hausse<sup>58</sup>.

Figure 8  
Évolution du prix de certains minéraux, minerais et métaux non précieux



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et la base de données de la Banque mondiale sur les produits de base.

<sup>54</sup> Voir <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/blog/see-it-in-charts-metals-mining-research-march-quarter-2022>.

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Standard and Poor's, 2021b.

<sup>57</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/europe/nickel-prices-soar-supply-angst-russia-ukraine-crisis-escalates-2022-03-07/>.

<sup>58</sup> Standard and Poor's, 2021b.

29. Contrairement aux indices de prix de la plupart des autres groupes de produits de base, l'indice des métaux précieux de la CNUCED a reculé, passant de 159 points en janvier 2021 à 150 points en décembre 2021, avec de brèves fluctuations tout au long de la période (fig. 9)<sup>59</sup>. Ce recul reflétait la baisse des prix de tous les produits de base du groupe. Entre janvier et septembre 2021, l'indice a perdu 5 %, alors qu'il avait progressé de 20 % sur la même période en 2020.

30. Après une hausse en 2020, le prix de l'or a été orienté à la baisse et a diminué de 5 %, passant d'une moyenne de 1 867 dollars l'once troy en janvier 2021 à 1 790 dollars l'once troy en décembre 2021, avec de brèves fluctuations tout au long de la période (fig. 9). Cette baisse s'expliquait en partie par le ralentissement des achats des banques centrales et par l'effondrement de la demande d'investissement, car la hausse des rendements obligataires aux États-Unis limitait l'attrait de l'or en tant que valeur refuge<sup>60</sup>. En outre, la demande physique s'est redressée après la baisse enregistrée en 2020, mais est restée inférieure aux niveaux d'avant la pandémie<sup>61</sup>. La reprise de la production minière après l'arrêt de l'activité pendant la pandémie a aussi orienté les prix à la baisse<sup>62</sup>. Selon les prévisions, en 2022, la tendance va s'inverser et les prix vont augmenter, car les tensions géopolitiques créées par la guerre en Ukraine vont pousser les investisseurs à rééquilibrer leurs portefeuilles et à se tourner vers des valeurs refuges<sup>63</sup>.

31. Le prix de l'argent a été orientés à la baisse tout au long de l'année 2021, passant de 26 dollars l'once troy en janvier à 23 dollars l'once troy en décembre (fig. 9). Cette baisse s'expliquait par la fin des mesures de relance prises pendant la pandémie et des perturbations industrielles, notamment en Chine et au Japon, principaux producteurs de produits contenant de l'argent dans les secteurs de l'électronique et de l'énergie solaire<sup>64</sup>. Selon les prévisions, en 2022, les prix vont repartir à la hausse, sous l'effet des mesures prises par les pouvoirs publics en vue de la transition vers l'énergie verte, car l'argent joue un rôle déterminant dans la fabrication des produits électroniques et des panneaux solaires<sup>65</sup>.

32. Le prix du platine a augmenté pendant les cinq premiers mois de 2021, passant de 1 091 dollars l'once troy en janvier à 1 214 dollars l'once troy en mai, en raison de la hausse de la demande dans les secteurs de l'automobile, de l'industrie et de la joaillerie, qui a contrebalancé la faible demande d'investissement (fig. 9)<sup>66</sup>. Par la suite, le prix n'a cessé de baisser (-22 %) et a reculé à 945 dollars l'once troy en décembre. Cette baisse s'expliquait par l'effondrement de la demande dans l'industrie automobile, où la pénurie mondiale de puces à semi-conducteurs a conduit à une diminution de la production et à un recul de la demande de platine pour les catalyseurs automobiles<sup>67</sup>. Parallèlement, l'offre a rebondi, du fait de la reprise de l'exploitation normale des mines d'Afrique du Sud après un ralentissement de la production dû à des arrêts pour cause de pandémie et des pannes d'usine, ce qui a contribué à tirer les prix vers le bas<sup>68</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix baissera, en raison de la persistance de la pénurie de semi-conducteurs et de la présence d'excédents sur les marchés.

<sup>59</sup> Banque mondiale, 2022.

<sup>60</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/europe/gold-slips-six-week-high-equities-rally-2022-01-03/>.

<sup>61</sup> Banque mondiale, 2021b, *Commodity Markets Outlook : Causes and Consequences of Metal Price Shocks* (Washington, D.C.).

<sup>62</sup> Ibid.

<sup>63</sup> Voir <https://capital.com/gold-price-forecast>.

<sup>64</sup> Banque mondiale, 2021a ; Bloomberg, 2021, « Four charts show why silver's surge is set to fade », 29 octobre, disponible à l'adresse <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-10-29/silver-s-surge-to-fade-as-fed-taper-and-energy-crisis-hit-demand>.

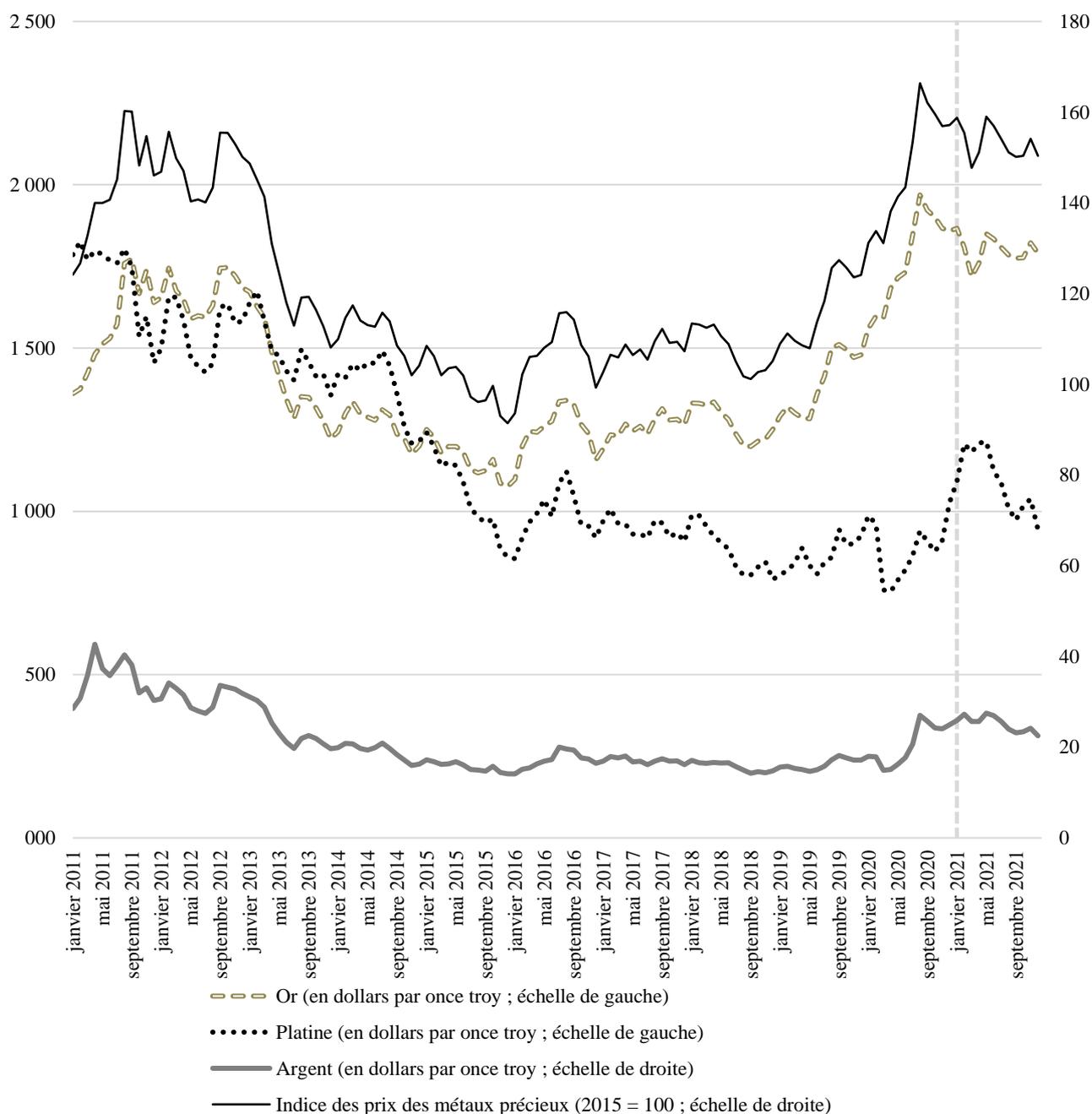
<sup>65</sup> Voir Bloomberg, 2021.

<sup>66</sup> Voir World Platinum Investment Council, 2021, *Platinum quarterly, quarter 1*, disponible à l'adresse <https://platinuminvestment.com/supply-and-demand/platinum-quarterly/archive>.

<sup>67</sup> Voir <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/metals/011821-copper-price-to-rise-in-2021-analysts>.

<sup>68</sup> Ibid. et Banque mondiale, 2021b.

Figure 9  
Évolution du prix de certains métaux précieux



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et la base de données de la Banque mondiale sur les produits de base.

### 3. Sources d'énergie

33. L'indice des prix des combustibles de la CNUCED est passé d'une moyenne de 104 points en janvier 2021 à 186 points en décembre 2021, sous l'effet de la flambée des prix de tous les produits de base du groupe (fig. 10)<sup>69</sup>. Cela a représenté une hausse de 78 % pour la période janvier-décembre 2021, contre une baisse de 15 % pour la période correspondante en 2020.

#### *Pétrole brut*

34. Le prix du pétrole brut a été orienté à la hausse en 2021, passant d'une moyenne de 55 dollars le baril en janvier à 84 dollars le baril en octobre (fig. 10). Cette hausse s'expliquait par la reprise de la demande et la limitation de l'offre après les restrictions de production appliquées à partir de mars 2020, au plus fort de la pandémie, par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés producteurs de pétrole<sup>70</sup>. Le prix a ensuite reculé de 11 % et atteint 74 dollars le baril en décembre 2021, en raison des préoccupations soulevées par la dernière vague de la pandémie<sup>71</sup>. Cependant, il est resté élevé et a globalement crû de 36 % entre janvier et décembre 2021. Selon les prévisions, en 2022, le prix du pétrole brut continuera d'être orienté à la hausse, en raison de sérieux problèmes d'approvisionnement auprès de la Fédération de Russie.

#### *Gaz naturel*

35. L'indice des prix du gaz naturel, composé des prix sur trois marchés régionaux distincts (États-Unis, Asie et Europe), a augmenté de 224 %, passant d'une moyenne de 73 points en janvier 2021 à 236 points en décembre 2021, malgré une baisse de courte durée en mars (fig. 10). Cette augmentation s'expliquait par la flambée des prix sur les marchés considérés, notamment en Europe. Le prix mensuel moyen du gaz naturel vendu au centre Henry Hub (États-Unis) a augmenté régulièrement, passant de 2,56 dollars par million d'unités thermiques britanniques en mars 2021 à 3,73 dollars en décembre 2021. Cette augmentation s'expliquait par plusieurs facteurs, notamment par une croissance de la demande et par des températures plus froides que la moyenne et des tempêtes hivernales qui avaient entraîné des tensions extrêmes entre l'offre et la demande<sup>72</sup>. Cependant, le prix du gaz au centre Henry Hub est resté inférieur aux prix internationaux autrement pratiqués, en raison de l'augmentation des capacités de production et des exportations de gaz naturel liquéfié<sup>73</sup>. Sur le marché asiatique du gaz naturel liquéfié, les prix ont beaucoup augmenté, passant d'une moyenne de 9 dollars par million d'unités thermiques britanniques en janvier 2021 à 15,3 dollars en décembre 2021. Cette augmentation était le résultat de la vigueur de la demande due à des hivers plus froids et de la faiblesse des stocks<sup>74</sup>. En outre, l'approvisionnement avait été perturbé par les restrictions causées par la pandémie, qui avaient retardé ou interrompu les travaux de construction et de maintenance sur divers sites clés<sup>75</sup>. Sur le marché européen, le prix du gaz naturel est passé de 7,3 dollars par million d'unités thermiques britanniques en janvier 2021 à 38 dollars en décembre 2021. Cette augmentation de 423 % s'expliquait par l'influence d'événements récents et de tensions géopolitiques sur les relations énergétiques entre l'Union européenne et la Fédération de Russie, principal fournisseur de la région<sup>76</sup>. La suspension de la certification du gazoduc Nord

<sup>69</sup> Banque mondiale, 2022.

<sup>70</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/commodities/oil-prices-mixed-us-crude-falls-after-covid-19-flight-cancellations-2021-12-27/>.

<sup>71</sup> Voir <https://www.reuters.com/markets/commodities/oil-heads-biggest-yearly-gains-since-2009-2021-12-31/>.

<sup>72</sup> Voir <https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2021/natural-gas>.

<sup>73</sup> États-Unis, Energy Information Administration, 2021, « United States liquefied natural gas exports grew to record highs in the first half of 2021 », disponible à l'adresse <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=50625>.

<sup>74</sup> United States Energy Information Administration, 2021.

<sup>75</sup> Voir <https://www.reuters.com/business/energy/whats-behind-wild-surges-global-lng-prices-risks-ahead-2021-10-01/>.

<sup>76</sup> Commission européenne, 2022, *Quarterly report on European gas market*, quatrième trimestre, disponible à l'adresse [https://energy.ec.europa.eu/data-and-analysis/market-analysis\\_en](https://energy.ec.europa.eu/data-and-analysis/market-analysis_en)

Stream 2 et les tensions politiques croissantes causées par la guerre en Ukraine ont entraîné une baisse de 24 % de l'offre en glissement annuel et orienté les prix à la hausse<sup>77</sup>. Une production plus faible que prévu aux Pays-Bas et en Roumanie, la maintenance de gisements de gaz en Norvège, la faiblesse des stocks de gaz après un hiver froid et le retour de la consommation d'électricité aux niveaux pré-pandémiques ont aussi tiré les prix vers le haut. Selon les prévisions, en 2022, les prix resteront élevés en raison des tensions politiques actuelles et de la suspension de la certification du gazoduc Nord Stream 2.

### *Charbon*

36. Le prix du charbon thermique australien a augmenté de 159 %, passant de 87 dollars la tonne en janvier 2021 à 225 dollars la tonne en octobre 2021, culminant ainsi à un niveau historique (fig. 10). Le prix a chuté à 170 dollars la tonne en décembre 2021, après l'intervention du Gouvernement chinois visant à équilibrer le marché, mais est resté élevé, si bien qu'il a augmenté de 95 % entre janvier et décembre 2021<sup>78</sup>. Cette augmentation s'expliquait par une demande supérieure à l'offre en Chine, des perturbations de l'offre et une hausse des prix du gaz naturel au niveau mondial<sup>79</sup>. En outre, les températures exceptionnellement élevées dans certains pays ont fait progresser la demande d'électricité à des fins de climatisation, tandis que la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables a reculé dans plusieurs pays à cause de la sécheresse et de la faible vitesse du vent<sup>80</sup>. Selon les prévisions, en 2022, le prix continuera d'augmenter, sous l'effet de la croissance de la demande en Chine et en Inde et de la flambée des prix du gaz, qui risquent de rendre la demande supérieure à l'offre<sup>81</sup>. Les tensions géopolitiques qui influent sur les relations énergétiques entre l'Union européenne et la Fédération de Russie, le plus grand fournisseur de la région, concourront à cette tendance haussière, tout comme pourra le faire le projet d'interdire les importations de charbon en provenance de la Fédération de Russie<sup>82</sup>.

---

<sup>77</sup> Ibid.

<sup>78</sup> Agence internationale de l'énergie, 2021, *Coal 2021 : Executive summary*, disponible à l'adresse <https://www.iea.org/reports/coal-2021/executive-summary>.

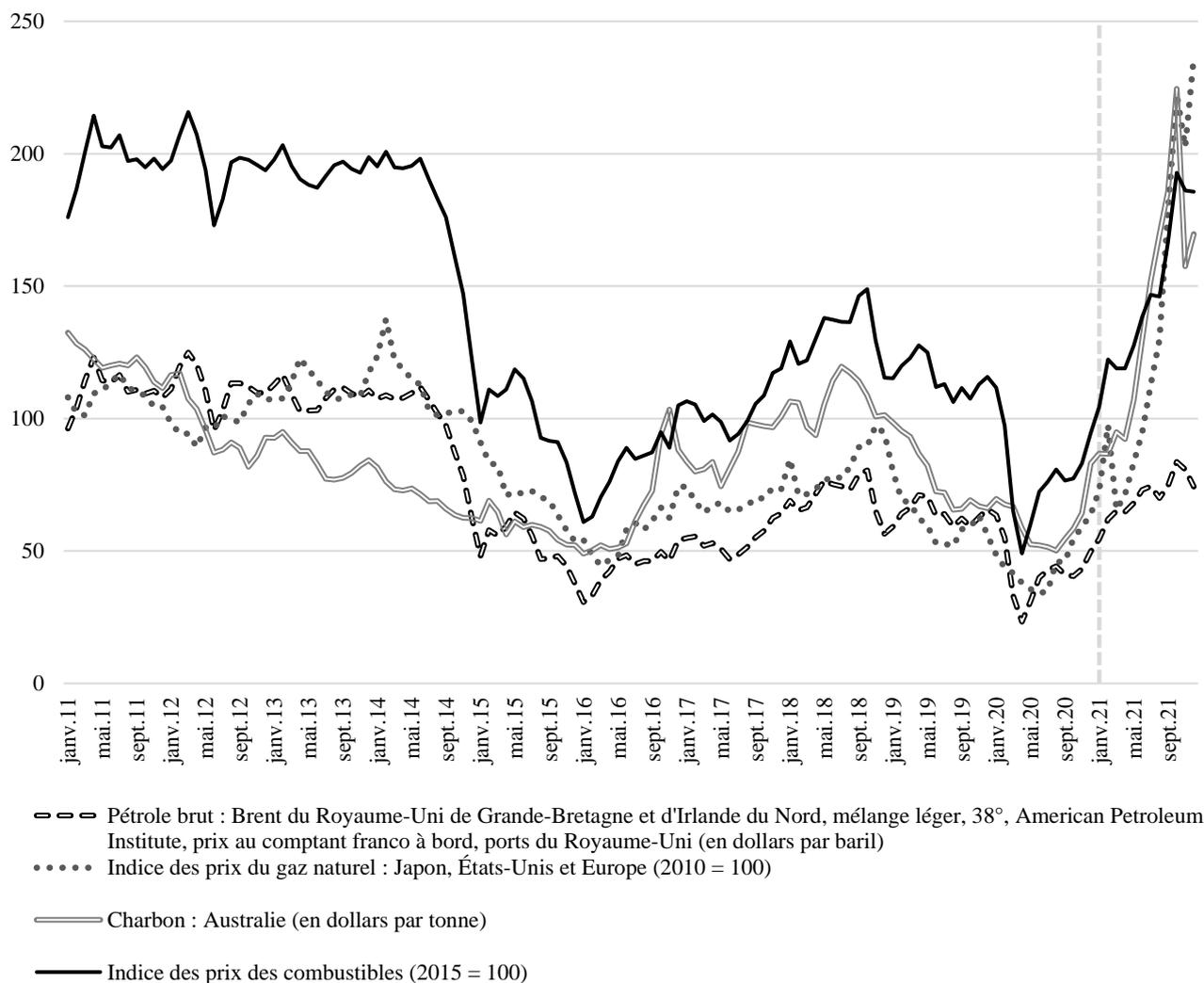
<sup>79</sup> Ibid.

<sup>80</sup> Banque mondiale, 2021a.

<sup>81</sup> Agence internationale de l'énergie, 2021.

<sup>82</sup> Voir <https://www.dw.com/en/how-can-the-eu-survive-without-russian-coal/a-61379128>.

Figure 10  
Évolution du prix de certains combustibles



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et la base de données de la Banque mondiale sur les produits de base.

### Énergies renouvelables

37. Les énergies renouvelables sont les seules sources d'énergie pour lesquelles la demande a augmenté en 2020 malgré la pandémie. La croissance de la demande a été de 9,7 % pour les biocombustibles, l'énergie solaire et l'énergie éolienne, considérés conjointement, et de 1 % pour l'hydroélectricité. Malgré la hausse des prix des intrants, la demande d'énergie solaire et d'énergie éolienne est restée forte, en raison des politiques adoptées au niveau national et des objectifs climatiques. La capacité de production d'énergie a augmenté sensiblement, au rythme de 276 gigawatts par an en moyenne en 2020-2021<sup>83</sup>. Cette augmentation concernait surtout le secteur de l'énergie solaire, qui devrait permettre un gain de 162 gigawatts en 2022. La croissance annuelle du marché de l'énergie éolienne a ralenti en 2021, mais a continué d'augmenter et a été supérieure de 50 % à la moyenne enregistrée en 2017-2019<sup>84</sup>. La hausse des prix des intrants et des taux de fret a augmenté les coûts des énergies renouvelables, mais la production d'énergie solaire et d'énergie éolienne est restée plus compétitive que l'utilisation de combustibles fossiles, notamment en raison de

<sup>83</sup> Voir <https://www.iea.org/reports/renewable-energy-market-update-2021>.

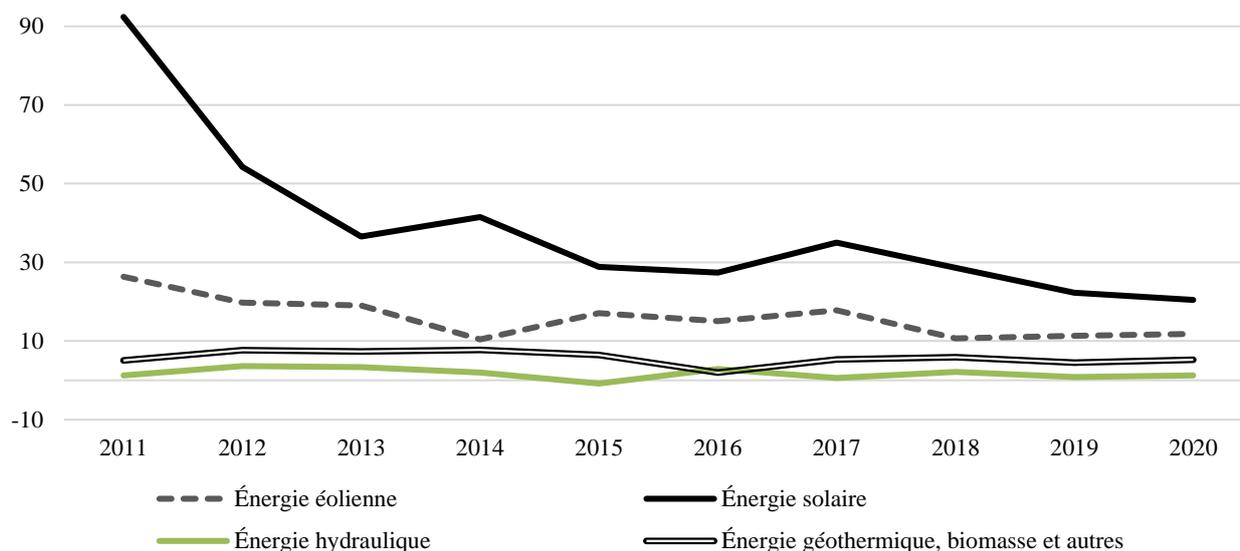
<sup>84</sup> Ibid.

la hausse des prix du gaz naturel et du charbon. Cependant, la hausse des coûts, conjuguée à un rebond de la demande, devrait orienter les prix des énergies renouvelables à la hausse et inverser la tendance à la baisse observée sur les coûts ces dix dernières années<sup>85</sup>. La figure 11 montre les taux de croissance annuels de la consommation des principales sources d'énergie renouvelables.

Figure 11

### Taux de croissance annuels de la consommation des principales sources d'énergie renouvelables

(En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après le rapport *Statistical Review of World Energy* (BP, 2021, Londres).

## II. Politiques à mener : questions soulevées par l'évolution récente des marchés

38. L'analyse de l'évolution des marchés exposée dans la présente note fait ressortir d'importantes variations des prix en 2021, notamment une orientation à la hausse dans différents groupes de produits de base. Cette tendance haussière s'explique principalement par les fluctuations de l'offre et de la demande causées par la pandémie et l'assouplissement des mesures qui avaient été prises pour y faire face. Elle s'explique aussi par les tensions géopolitiques en Europe. Les mouvements des prix ont des conséquences pour les pays tributaires des importations ou des exportations de produits de base, en particulier pour les pays importateurs nets de produits alimentaires et de combustibles. Dans les pays exportateurs, la hausse des prix des produits de base entraînera une hausse des recettes d'exportation et des recettes fiscales, qui permettra d'augmenter les dépenses courantes et les dépenses d'investissement, d'alléger le service de la dette, et de faciliter l'établissement du budget et l'élaboration des plans de développement. À l'opposé, dans les pays en développement tributaires des importations, dont font partie nombre des pays les plus pauvres de la planète, les prix élevés des aliments de base et des combustibles tirent les prix vers le haut et entravent l'accès aux produits alimentaires et aux sources d'énergie à des prix abordables. En outre, le coût plus élevé des produits importés creuse le déficit commercial. Autrement dit, les fluctuations des prix ont un effet net différent selon que le pays est importateur net ou exportateur net du produit de base considéré.

39. Dans le présent chapitre, le secrétariat de la CNUCED examine brièvement certaines questions concernant les politiques à mener au vu de l'évolution récente des marchés des

<sup>85</sup> Voir <https://www.iea.org/articles/what-is-the-impact-of-increasing-commodity-and-energy-prices-on-solar-pv-wind-and-biofuels>.

produits de base, et propose des mesures qui permettront aux pays en développement tributaires de ces produits de parvenir à un développement durable.

## A. Améliorer la sécurité alimentaire

40. Le maïs, le blé et le riz représentent plus de 40 % de l'apport calorique journalier de la population mondiale<sup>86</sup>. L'augmentation des prix de ces trois aliments de base et la progression de l'indice des prix des produits alimentaires compromettent la disponibilité des produits alimentaires et leur accessibilité pour les pays à faible revenu qui en sont des importateurs nets. La hausse des prix des engrais et les conditions météorologiques défavorables ont pesé sur l'offre, tandis que l'assouplissement des restrictions imposées en temps de pandémie faisait repartir la demande. Le recul des exportations de maïs et de blé, en raison de la guerre en Ukraine, constituent un autre coup dur pour les marchés des produits de base et une nouvelle menace pour la sécurité alimentaire, alors que l'économie mondiale ne s'est pas encore remise de la pandémie. Ensemble, la Fédération de Russie et l'Ukraine représentent environ la moitié du commerce mondial d'huile et de graines de tournesol, un quart du commerce mondial de blé et un septième du commerce mondial de maïs. Or, ces marchés ont déjà pâti de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement internationales et de la flambée des prix pendant les premiers mois de 2022<sup>87</sup>. Dans le cadre d'une évaluation rapide de l'impact de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement, la CNUCED a souligné que les effets étaient particulièrement préoccupants pour les pays africains et les pays les moins avancés, qui dépendent beaucoup des importations de blé russe et ukrainien. De fait, pas moins de 25 pays africains, dont beaucoup appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés, importent plus d'un tiers du blé qu'ils consomment de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, et 15 d'entre eux en importent plus de la moitié<sup>88</sup>. La hausse des prix des produits alimentaires sera surtout préjudiciable aux pays et populations les plus pauvres, qui consacrent une partie plus importante de leurs dépenses à l'alimentation. D'autres pays tributaires des importations de produits alimentaires devront faire face à une hausse des dépenses d'importation, une détérioration du solde commercial et des tensions croissantes sur les taux de change.

41. Pour améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs et maintenir la sécurité alimentaire en temps de crise, il convient de s'unir pour protéger les plus vulnérables. Au vu de ce qui s'est passé pendant la pandémie, il apparaît comme nécessaire que les politiques économiques et sociales prévoient des programmes d'assurance et d'assistance sociale propres à contrer les effets de cycles économiques défavorables et à amortir les chocs de revenu. Selon la FAO, en mai 2021, la plupart des pays avait mis en œuvre au moins une mesure de protection sociale, sous la forme d'aides en espèces ou en nature, de règlements relatifs au travail et d'exemptions ou d'ajournements d'obligations financières<sup>89</sup>. Ces programmes d'assurance et d'assistance sociale peuvent présenter des enjeux budgétaires importants dans les pays à faible revenu, mais leur maintien s'impose pour les groupes de population les plus vulnérables, au vu de la tendance haussière actuelle des prix des produits alimentaires. En outre, les pays sont invités à constituer des stocks alimentaires de sécurité, dans le cadre de leurs stratégies nationales de sécurité alimentaire et en accord avec la politique commerciale internationale. Ces stocks aideraient à atténuer les effets négatifs des flambées des prix alimentaires mondiaux sur les consommateurs locaux. Des interventions le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire pourraient aussi faire baisser les coûts des aliments nutritifs, en particulier lorsque les prix sont très instables.

42. Il est important de bâtir des systèmes alimentaires plus productifs et plus résilients. À cette fin, il est essentiel d'accroître la productivité du secteur agroalimentaire, de renforcer les liens entre les différents acteurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire et

<sup>86</sup> Voir FAO, 2018, « Autrefois négligées, ces cultures traditionnelles sont aujourd'hui nos nouvelles étoiles montantes », 10 février.

<sup>87</sup> CNUCED, 2022, « The impact on trade and development of the war in Ukraine: UNCTAD rapid assessment », disponible à l'adresse <https://unctad.org/webflyer/impact-trade-and-development-war-ukraine>.

<sup>88</sup> Ibid.

<sup>89</sup> FAO, 2021, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021* (Rome).

d'augmenter les investissements en faveur d'une agriculture plus productive et plus diversifiée. Cela est de la plus haute importance au vu du risque d'insécurité alimentaire que divers pays encourent du fait des répercussions de la pandémie et de la guerre en Ukraine. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire régionales, qui se caractérisent par la faible distance entre les sources des produits et les consommateurs, peuvent rendre les systèmes alimentaires plus résilients et plus flexibles, tout en profitant aux petits producteurs qui, en leur absence, auraient du mal à accéder à des marchés autres que locaux<sup>90</sup>. Les pays, en particulier les pays importateurs nets de produits alimentaires, sont encouragés à diversifier les sources de leurs importations pour mieux résister aux problèmes d'approvisionnement et mieux garantir leur sécurité alimentaire. Par exemple, Singapour importe plus de 90 % des produits alimentaires qu'elle consomme, et s'approvisionne auprès de plus de 170 pays afin de ne pas courir le risque de dépendre d'une seule source<sup>91</sup>. En outre, Singapour considère qu'il est important de collaborer avec les acteurs du secteur et de faciliter les importations de produits alimentaires pour être capable de faire face aux problèmes logistiques qui pourraient découler de chocs extérieurs. Afin de renforcer encore la sécurité alimentaire du pays, la *Singapore Food Agency* tend à une augmentation de la production alimentaire nationale qui permette de répondre à 30 % des besoins de la population<sup>92</sup>.

43. Les grands pays exportateurs de produits alimentaires doivent respecter les obligations mises à leur charge par les règles de l'Organisation mondiale du commerce afin que la libre circulation des produits alimentaires soit garantie et que des mesures qui faussent le commerce, telles que les interdictions d'exporter, qui peuvent priver de produits alimentaires des pays vulnérables tributaires des importations, ne soient pas appliquées<sup>93</sup>. Les tensions géopolitiques causées par la guerre en Ukraine montrent la nécessité d'ouvrir le commerce des produits alimentaires, des combustibles et des engrais et d'éviter l'adoption de mesures ponctuelles, notamment à visée restrictive.

## B. Atténuer l'instabilité des prix

44. Les prix des combustibles ont beaucoup augmenté entre janvier et décembre 2021. Au cours de cette période, le prix du pétrole a augmenté de 36 %, le prix du charbon de 95 %, et l'indice des prix du gaz naturel a progressé de 224 %. Ces prix élevés peuvent avantager les pays exportateurs, qui s'efforcent actuellement de reconstruire leur économie au lendemain de la pandémie, mais poser de sérieux problèmes aux pays importateurs nets. La flambée des prix des combustibles est déjà à l'origine de perturbations. Dans diverses régions, les pénuries d'électricité et l'augmentation des coûts de l'électricité et des transports ont nui à l'activité économique dans son ensemble. À long terme, les prix élevés des combustibles mettent en péril la sécurité énergétique, en rendant des sources d'énergie moins accessibles et moins abordables. Dans le futur proche, la guerre en Ukraine devrait alimenter cette tendance haussière, par le jeu des restrictions commerciales et de la diminution des exportations russes de pétrole, de gaz naturel et de charbon.

45. Pour atténuer les effets d'une grande instabilité des prix sur les pays tributaires des produits de base, plusieurs stratégies sont possibles. Il est recommandé aux pays importateurs nets de pétrole de maintenir des stocks stratégiques qui leur permettront de faire face aux pénuries à court terme. L'Agence internationale de l'énergie, par exemple, impose à chacun de ses États membres de détenir des stocks de pétrole d'urgence, équivalant à un minimum de quatre-vingt-dix jours d'importations nettes, qui pourront être utilisés en cas de ruptures d'approvisionnement<sup>94</sup>. Pour préserver l'économie de l'instabilité du prix du pétrole à court terme, il est possible de recourir au mécanisme des prix. Il s'agit de faire supporter par les pays une partie de l'augmentation des prix afin d'alléger le fardeau économique et social que cette augmentation peut faire peser sur les consommateurs. Cependant, si la hausse des prix persiste, il en résulte souvent des recettes fiscales instables et des coûts budgétaires élevés à

<sup>90</sup> R. S. Evola, G. Peira, E. Varese, A. Bonadonna et E. Vesce, 2022, « Short food supply chains in Europe: Scientific research directions », *Sustainability*, vol. 14(6), p. 3602 à 3621.

<sup>91</sup> Voir <https://www.sfa.gov.sg/food-farming/sgfoodstory/our-singapore-food-story-the-3-food-baskets>.

<sup>92</sup> Ibid.

<sup>93</sup> Voir <https://unctad.org/news/covid-19-and-food-security-vulnerable-countries>.

<sup>94</sup> Voir <https://www.iea.org/articles/oil-stocks-of-iea-countries>.

long terme. En conséquence, et partant de l'idée que les grandes variations de prix sont généralement provisoires, les pays peuvent opter pour un mécanisme qui lisse les prix afin que les effets de leurs variations ne se répercutent pas totalement et immédiatement sur les marchés<sup>95</sup>. Cette stratégie, conjuguée à la mise en œuvre ou à l'extension de programmes sociaux à l'intention des segments les plus vulnérables de la population, peut être utilisée pour atténuer les effets des variations des prix et de l'instabilité budgétaire. Par exemple, en 2005, la Jordanie s'est mise à augmenter progressivement les prix de l'énergie afin de les aligner sur les prix internationaux. Cette opération a été achevée en 2008 et a abouti à une augmentation des prix intérieurs des combustibles allant jusqu'à 76 % dans le cas de certains produits pétroliers<sup>96</sup>. Parallèlement, les ménages dont la consommation électrique était inférieure à un certain seuil ont continué de bénéficier de prix réduits et ceux dont le revenu était faible ont reçu des aides en espèces afin de subir moins durement la hausse des prix<sup>97</sup>. L'adoption d'un mécanisme des prix, assortie du financement public de programmes de protection sociale, peut aider à atténuer les effets de variations extrêmes des prix pour un coût budgétaire relativement faible. Il reste que les mesures de ce type ne sont pas toujours populaires et supposent des efforts concertés en vue de protéger les groupes vulnérables.

46. Cependant, les stratégies précitées ne permettent pas de résister à des chocs de prix répétés. C'est pourquoi l'objectif à long terme des pays importateurs nets de combustibles devrait être de réduire leur dépendance à l'égard des importations de pétrole et d'autres combustibles en faisant des économies d'énergie, en améliorant leur rendement énergétique et en diversifiant leurs sources d'énergie<sup>98</sup>. À cette fin, ces pays sont encouragés à promouvoir des investissements qui incitent à améliorer l'efficacité énergétique de la chaîne de valeur des secteurs à forte intensité énergétique. Ils sont aussi encouragés à investir dans d'autres sources d'énergie afin non seulement de devenir moins vulnérables, mais aussi de pouvoir réduire leur empreinte carbone.

### C. Sources d'énergie renouvelables

47. Du fait de leurs prix élevés, les combustibles fossiles perdent de leur compétitivité par rapport à d'autres combustibles à plus faible teneur en carbone, qui peuvent donc sembler plus attractifs et servent en outre l'objectif d'un avenir sobre en carbone. Si elle peut accélérer la transition vers l'énergie verte, l'instabilité des prix de l'énergie pose aussi des problèmes. Actuellement, les pays, en particulier les pays en développement importateurs nets de combustibles, devraient avant tout viser à alléger la charge financière que représente la hausse des prix de l'énergie pour les populations vulnérables, de manière à garantir à tous l'accès à l'énergie à un prix abordable, suivant l'objectif de développement durable n° 7. À court terme, cela pourrait inciter les pays à augmenter le subventionnement des combustibles fossiles et à réaffecter des investissements à la production d'énergie fossile, ce qui pénaliserait les mesures d'aide prévues en faveur des technologies sobres en carbone, compte tenu du manque de moyens budgétaires et de la production limitée d'énergie renouvelable. Cependant, face à la menace des changements climatiques et à la nécessité d'une relance verte, les pays devraient résister à la tentation de rétablir ou d'accroître l'aide aux combustibles fossiles. En revanche, ils devraient prendre des mesures qui incitent à investir dans des infrastructures vertes et durables, en particulier dans des technologies sobres en carbone qui permettent de développer les capacités de production d'énergie renouvelable, d'améliorer l'efficacité énergétique et de mieux stocker l'énergie, afin de garantir la constance et la fiabilité des stocks énergétiques. L'énergie propre étant principalement produite sous la forme d'électricité, l'expansion de l'infrastructure du réseau électrique et l'électrification sont aussi encouragées afin que les pays renoncent aux énergies fossiles et réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre de façon pérenne.

<sup>95</sup> Fonds monétaire international, 2012, « Automatic fuel pricing mechanisms with price smoothing », disponible à l'adresse <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/005/2012/003/article-A001-en.xml>.

<sup>96</sup> Ibid ; voir <https://www.reuters.com/article/jordan-prices-idUSL0844342520080208>.

<sup>97</sup> Fonds monétaire international, 2012.

<sup>98</sup> Voir <https://www.gov.uk/research-for-development-outputs/oil-shock-mitigation-strategies-for-developing-countries>.

48. En outre, les pays sont invités à faciliter le financement des projets visant à promouvoir les sources d'énergie renouvelables et à accroître l'efficacité énergétique, qui nécessitent souvent des coûts initiaux élevés, et à éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles qui faussent la comparaison avec les prix des énergies renouvelables. Il est aussi important de former des partenariats pour permettre le transfert des connaissances et des technologies propres à stimuler l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et pour promouvoir les investissements dans les infrastructures correspondantes. En plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre, cela permettra de diversifier le panier énergétique et de mettre en place des systèmes énergétiques plus résilients ainsi que de créer des possibilités d'emplois et d'améliorer les perspectives de développement économique.

---